

Sylviane Noël défend les territoires ruraux et de montagne jusqu'au sommet de l'État

Sénatrice de Haute-Savoie depuis 2018, Sylviane Noël a auparavant été maire de Nancy-sur-Cluses, pendant dix ans, de 2008 à 2018. Cetteoureuse de la montagne a à cœur de défendre les intérêts des territoires ruraux jusque dans l'hémicycle du Sénat.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR STÉPHANE GROSJEAN

HAUTE-SAVOIE

En ce début d'année 2023, nous retrouvons Sylviane Noël dans les bureaux de sa permanence qui se situent à La Roche-sur-Foron, place de l'Hôtel-de-Ville. Elle revient sur plusieurs dossiers locaux qu'elle suit au niveau national.

Indemnité kilométrique des infirmières libérales

La sénatrice n'hésite pas à parler d'une « situation alarmante » pour nos infirmières libérales qui exercent en milieu rural et montagnard, suite à la décision prise par la CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie) de Haute-Savoie de modifier les modalités de calcul de leurs indemnités kilométriques, en novembre dernier.

Elle est déjà montée plusieurs fois au créneau après avoir rencontré des collectifs (notamment sur Le Grand-Bornand et Morillon). « Certaines arrêtent. Elles ne veulent pas travailler pour rien. » Suite à un entretien avec la présidente de la CPAM, rapporte-t-elle, celle-ci a accepté de recevoir le collectif pour voir ce que vivent les infirmières. « Et moi, je vais poser une question orale au gouvernement jeudi (9 février, ndlr), car je pense que nous sommes de nouveau face à un coup dur pour notre système de santé et notre couverture médicale. Les auxiliaires de santé nous sont indispensables pour permettre une prise en charge au plus près des territoires, un maintien des patients à domicile. » Elle rappelle que le nouveau protocole qui a été mis en place au printemps dernier « est plutôt favorable aux infirmières qui exercent en

vaccination. Alors pourquoi maintenir encore cette suspension ? Un médecin généraliste de suspendu, c'est 800 personnes qui se retrouvent sur le carreau sans médecin et qui vont encombrer les urgences des hôpitaux. » À défaut de réintégration, Sylviane Noël demande qu'on les sorte « de cette prison administrative. » « Depuis dix-huit mois ces personnes n'ont droit à rien, qu'on leur offre une porte de sortie. On ne peut pas indéfiniment maintenir des gens dans un no man's land administratif. »

L'augmentation du coût de l'énergie

La sénatrice est intervenue suite à l'augmentation des coûts de l'énergie pour les entreprises et notamment pour nos industries. « J'ai une grosse appréhension pour nos industriels qui m'alertent. On est en train de mettre un sparadrap sur une hémorragie. Je crains des délocalisations... Alors, je demande des dispositifs efficaces pour stopper l'hémorragie. »

Les occupations illicites des gens du voyage

« 2022 a été un cru assez exceptionnel en termes d'occupations illicites et de désagréments qui vont avec », n'hésite-t-elle pas à dire. Avec ses collègues parlementaires, elle a sollicité le ministre Gérard Darmanin, pour un amendement d'appel afin qu'une commune puisse bénéficier de l'expulsion forcée en cas de trouble à l'ordre public. Il a été rejeté. « Les élus de Haute-Savoie sont à bout. Ils vivent des choses intolérables. Il faut qu'on réagisse. » Elle prend l'exemple des communes de Juvigny ou de Veigy-Foncenex et elle a de nouveau fait remonter le désarroi des maires au ministre la semaine dernière, tout en demandant la révision de la loi Besson qui date de 1985. « On est face à des communautés qui s'apparentent plus à des voyous qu'à des gens du voyage et pour lesquels il ne faut pas qu'ils puissent se prévaloir des dispositions de cette loi. Et donner les moyens aux élus locaux de faire face à ces occupations. »

Le loup

Sylviane Noël a intégré le groupe de travail au Sénat consacré au loup et à l'élaboration du futur Plan loup pour 2024-2028. « Mercredi (le 8 février, ndlr), nous

allons auditionner le préfet Celet et qui est le préfet référent en la matière. À mon sens, cette espèce n'est plus menacée, on va donc essayer de corriger la protection particulière dont il bénéficie. » Autre sujet, sur les tirs de prélèvement autorisés chaque année et différents d'un département à l'autre. « Nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne. En face, nous avons une agriculture en grande souffrance, essentielle à nos territoires de montagne. » Elle aimerait donc une meilleure régulation de l'espèce. « Car on risque d'avoir demain des secteurs qui ne seront plus pâturés. L'enrichissement des terrains est une vraie problématique. Je pense qu'en régulant davantage le loup on préserve l'agriculture. »

Autoroute Machilly-Thonon

Mardi 31 janvier, le Sénat a adopté, en première lecture, la loi mettant en conformité le Plan local d'urbanisme (PLUi) du Bas-Chablais et la déclaration d'utilité publique de l'autoroute Machilly-Thonon. Sylviane Noël et Cyril Pellevat portaient cette proposition de loi. « Cela va nous permettre d'avancer efficacement sur ce projet. Car jusqu'à présent tout est stoppé en attendant qu'on régularise cette erreur matérielle. » Concernant les opposants à ce tronçon autoroutier, la sénatrice rappelle que tous les recours ont été purgés. « Le fond du projet il est purgé, il est acté. Le Conseil d'État a rejeté tous les recours. » Le projet de désenclavement pourra se poursuivre grâce à cette loi, même si pour être définitivement adoptée, la proposition doit encore être examinée par l'Assemblée nationale.

Voie ferrée de la vallée de l'Arve

« Je trouve très dommageable de voir de nouveau le programme des travaux retardé par des considérations techniques qui me dépassent. Ça fait depuis que je suis élue que je vois ce projet de travaux retardé. Et plus on retarde les travaux, moins on arrive à boucler le budget. Je suis révoltée par ce nouveau calendrier. Surtout quand on regarde les enjeux que l'on a par rapport à la qualité de l'air. On est sans arrêt mené en bateau à ce sujet. » Elle rappelle la démographie galopante dans notre vallée et donc un besoin de mobilité très important. « Les besoins de déplacement ne vont pas s'accroître, le train serait l'une des solutions. » Et permettrait également de limiter la pollution de l'air.



Sénatrice depuis 2018, Sylviane Noël poursuit son combat pour préserver les territoires ruraux et de montagne, leur économie et les gens qui y vivent et y travaillent.

« J'ai une grosse appréhension pour nos industriels qui m'alertent. On est en train de mettre un sparadrap sur une hémorragie. Je crains des délocalisations. »

Pour une révision de la Zéro artificialisation nette des terres

« La Zéro Artificialisation Nette (ZAN) (objectif à atteindre en 2050 sur tout le territoire national, ndlr) va faire partie de mes combats à venir. On va créer un groupe de travail pour réécrire les dispositions qui posent problème. C'est un sujet qui m'est cher, car on va avoir des problématiques à régler, spécifiques à la montagne : comment vont être traitées les pistes de ski ? Se pose aussi la question du développement des territoires ruraux. Le Sénat va demander que chaque commune puisse avoir au minimum un hectare d'artificialisation possible. »

zone urbaine et de plaine ; par contre dès que vous montez en zone de montagne, là, la situation est plus que critique. Les infirmières ne s'y retrouvent pas. Elles subissent une baisse de leur revenu de plus de 30 %. C'est vraiment compliqué pour elles. » C'est une question d'égalité de territoire qu'elle tient profondément à défendre. « Je souhaite qu'on se remette autour de la table, sinon on va à la catastrophe. »

Soutien aux soignants et pompiers suspendus

« Il faut quand même rappeler que la France est le dernier pays au monde à maintenir cette obligation vaccinale, alors que tout le protocole sanitaire a été considérablement allégé depuis le 1^{er} février. De même, les soignants ne sont plus tenus depuis huit mois de ne plus faire leur rappel de